

*Ajournement*

merce engendre la croissance, monsieur le Président, et la croissance mène à un relèvement des salaires.

L'Entente de libre-échange nord-américaine éliminera la plupart des obstacles que le Mexique pose à nos exportations. L'Accord générera aussi au Mexique une croissance et des emplois fondés sur les exportations. Les consommateurs mexicains, et donc les travailleurs, auront aussi plus facilement accès à des produits canadiens concurrentiels comme les céréales, les viandes rouges, les produits de la pêche, les produits du bois et du papier, et les produits automobiles, y compris le matériel de transport en commun. Cela sera bon pour le Mexique et bon aussi pour le Canada.

[Traduction]

## L'EMPLOI

**M. Sergio Marchi (York-Ouest):** Monsieur le Président, je suis heureux de revenir sur une question que j'ai posée durant la période des questions le 29 avril dernier.

Elle porte sur tout le climat économique dans le Grand Toronto qui a déjà été un des principaux moteurs de l'économie canadienne. En tant que député de York-Ouest, qui fait partie du Grand Toronto, il me semble que le gouvernement fait complètement fi du tissu économique de la ville et il s'imagine qu'elle est la région la plus privilégiée de la Confédération. Je ne dis pas que le Grand Toronto est au tapis, car il n'en est rien. Par contre, le gouvernement doit être conscient du fait que sur le plan économique, cette région éprouve quand même certains problèmes chroniques et qu'il va falloir prendre des mesures pour relancer ce moteur de notre économie pour qu'elle se porte beaucoup mieux et que les Canadiens puissent ainsi retrouver du travail.

• (1830)

C'est fondamentalement la question que j'ai posée alors. La semaine auparavant, les autorités de la municipalité régionale avaient publié un rapport qui précisait que, depuis un an, près de 9 000 entreprises avaient quitté la ville ou fait faillite. Cela avait eu pour effet direct d'entraîner la suppression de 65 000 emplois, et il fallait ajouter à cela 30 000 pertes d'emplois attribuables aux efforts de rationalisation des sociétés torontoises qui essayaient de survivre.

En outre, dans mon propre coin, le gouvernement a annoncé récemment qu'il allait fermer le dépôt militaire

de Downsview et le déménager à Montréal alors que, selon une étude indépendante, sur le plan économique, Montréal était probablement le pire emplacement possible et que c'est à Kingston qu'on devait établir ce dépôt. Cela a entraîné la perte automatique de 330 emplois directs et une perte de 106 millions de dollars en contrats qui étaient accordés en grande partie aux entreprises de la région chaque année. Ainsi, le nombre d'emplois indirects est probablement incalculable, mais très important.

Quand on met tout cela ensemble, on s'aperçoit que ce n'est pas fait pour encourager la confiance sur le marché. On ne redonne pas à la ville de Toronto son dynamisme d'autrefois, mais on la saigne peu à peu. La confiance est absente et ainsi, les dépenses à la consommation s'en ressentent.

Je voudrais poser ce soir la question que j'avais soumise le 29 avril. Quelles mesures le gouvernement entend-il prendre immédiatement pour que la situation revienne un tant soi peu normale dans le Grand Toronto qui constitue un des principaux moteurs de l'économie canadienne, ce qui d'une part profiterait directement aux Torontois et d'autre part pourrait se répercuter dans d'autres régions du pays? Va-t-il mettre en place un programme de relance? Le gouvernement doit prendre certaines initiatives sous peine autrement de voir la récession se prolonger plus qu'elle ne le devrait.

[Français]

**M. André Plourde (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, au nom du ministre de l'Emploi et de l'Immigration, je voudrais fournir plus de précisions en réponse aux questions posées le 29 avril par le député de York-Ouest.

Le gouvernement partage les inquiétudes de tous les Canadiens et Canadiennes au sujet des répercussions du ralentissement économique sur les emplois et le chômage. Il s'attache à renforcer l'économie et à accélérer la reprise.

Même si la situation du marché du travail s'est détériorée à Toronto durant la récession, entre 1984 et 1990, 296 000 emplois au total ont été créés, et bon nombre d'entreprises ont vu le jour.

Le gouvernement s'efforce de créer un climat plus favorable à l'investissement, en diminuant les taux d'intérêt, l'inflation et le déficit, ainsi qu'en suscitant une confiance plus grande dans l'économie.